# la cause du peuple

le journal des luttes du peuple

OCTOBRE 2020


# MISÈRE, MÉPRIS, LICENCIEMENTS, EXPLOITATION...

# ON NE SE LAISSERA PAS FAIRE !

# l'éditorial

## *La classe ouvrière va à nouveau se lever et combattre !*

Depuis plus de deux ans, les révoltes secouent l'ensemble du monde. La France, à l'hiver 2018-2019, a été touchée par une immense vague de révolte avec les Gilets Jaunes. Les émeutes, blocages, grèves, blocus de lycée ont prouvé à tous et toutes l'immense potentiel de révolte des masses. Il n'est plus possible, dans l'État français, de dire « oui, je ne fais rien, car personne ne suivra ». Depuis, les révoltes se sont étendues. Du cœur des États-Unis aux faubourgs misérables de Calcutta, des zones rurales de Papouasie à l'immense métropole de Santiago : les peuples du monde veulent la révolution.

Pourtant, ici, rien ne semble se passer. La manifestation nationale du 12 septembre a été un échec, même si elle a montré une volonté. La lutte contre les licenciements et contre le chômage peine à s'organiser, au moment même ou l'épidémie rend la vie plus chère. On a tous le nez dans le guidon, on essaye de s'en sortir sans trop y perdre de plumes.

La gestion calamiteuse de l'épidémie, la peur du virus ou de ses conséquences, gênent évidemment. Le gouvernement bourgeois est débordé de toutes parts. Il n'y a aucun suivi, aucun isolement, parce que les ouvriers et ouvrières doivent produire avant tout, les masses doivent consommer et la protection passe après.

Mais l'hiver s'annonce chaud. Les travailleurs du commerce, autour des ouvriers et ouvrières des magasins, semblent décider à ne pas se laisser faire. La combattive *CGT commerce et services* organise les combats dans le groupe Auchan. Et ailleurs, les grèves dures se multiplient, dans de petites unités : un magasin ou deux coordonnés. Dans l'aérien aussi, ça frémit, sans se concrétiser pour l'instant. Mais les pertes sont trop lourdes pour ne pas créer de vague de révolte. Et puis, il y aura surement une lutte, particulière, cristallisant le tout ; les Bridgestone, par exemple? Il faut une lutte exemplaire, bien menée, pas récupérée par les réformistes, mais dirigée par les ouvriers et ouvrières eux mêmes, unissant l'ensemble de la base, en dehors des appareils pourris depuis des lustres.

Plus généralement, la tension est palpable, la poudre s'accumule et il faut juste une étincelle pour mettre le feu à toute la plaine. Cette étincelle, c'est l'organisation: la proposition d'Eric Drouet du 17 novembre 2018, c'était une proposition d'organisation large et novatrice. Il en faut à nouveau, cette fois autour du Parti communiste de la classe ouvrière. Nous voulons être dirigés dans la lutte contre l'ordre actuel, ne plus nous laisser faire. Nous voulons un avenir meilleur et seule la lutte, violente et aïgue, peut nous l'apporter.

Cette année, fin décembre, nous commémorerons les 100 ans de la fondation du Parti communiste dans l'État français. À cette occasion, intensifions nos efforts pour le reconstituer et bâtir le quartier général de la révolution !

Le numéro de ce mois-ci est révélateur de cette période qui s'amorce : des luttes qui émergent dans les boîtes au niveau local et une situation internationale qui se tend. Les gens n'en peuvent plus : les factures, le trajet, le boulot... trop c'est trop. Il y a un ras-le-bol général.

Nous avons tenté d'en rendre compte le plus fidèlement possible au travers d'interviews de grévistes, de tribunes et d'analyses concrètes de situations concrètes. Nous avons aussi inclu dans cette édition deux articles expliquant simplement le focntionnement de l'économie capitaliste : plus nous connaissons notre ennemi, plus nous serons à même de le jeter à bas !

La Cause du Peuple se développe, des organisations révolutionnaires émergent et le système est à bout de souffle, luttant pour sa survie. Faisons des prochains mois, des prochaines années, des grands moments de lutte ! Reconstituons le Parti communiste ! Prenons nos affaires en main !

Relevons la tête, ne nous laissons plus abattre !

***- la rédaction de la Cause du Peuple***

# sommaire


## LUTTE DE CLASSE

★ **Luxfer :** une lutte prolongée à un tournant *(p.3)*

★ *Interview des «Descours et Cabaud» en grève (p.4-5)*

## ACTU

★ **Renault Cléon** : une gestion calamiteuse de l'épidémie *(p.6)*

★ La responsabilité collective contre le libéralisme individuel *(p.7-8)*

★ **Les anti masques :** la petite bourgeoisie réactionnaire à l'offensive *(p.8)*

## INTERNATIONAL

★ Provocation réactionnaire contre les paysans en lutte au Brésil *(p.9)*

★ La Ligue Arabe fragilisée face à la question de la Palestine *(p.10-11)*

## INTERMÈDE

★ Une pensée estivale *(p.12)*

## THÉORIE

★ Économie politique de la « bagnole » *(p.13-14)*

★ Le travail salarié, c'est quoi ? *(p.14-15)*

## HISTOIRE ET CULTURE

★ **Le bateau-usine,** Takiji Kobayashi *(p.16)*

# LUXFER : UNE LUTTE PROLONGÉE À UN TOURNANT

*L'usine Luxfer à Gerzat (à 20 minutes de Clermont-Ferrand en Auvergne) est devenu le symbole du combat des prolétaires contre le capitalisme, la bourgeoisie et l'État bourgeois français.*

L'usine Luxfer est une usine qui depuis 1939 produisait des bouteilles en aluminium de haute qualité permettant de stocker du gaz médical, de l'oxygène et des appareils respiratoires, entre autres.

Fleuron dans son domaine, Luxfer, ses ouvriers et ouvrières connaîssent une lente descente aux enfers depuis 2012, soit l'entrée en bourse de l'usine. Les coupes dans les investissements vont s'enchainer et des grands groupes comme Blackrock vont acheter des parts de l'usine. L'objectif est donc de rentabiliser au maximum et non plus de fournir un travail de qualité.

Malgré un carnet de commande plein et une augmentation des ventes de 11% prévue pour la période 2019/2021, en novembre 2018, la nouvelle va tomber... L'usine ferme totalement et tous les salariés sont licenciés. Le motif invoqué : la compétitivité. Bien entendu, les services de Muriel Pénicaud, en bons serviteurs de la bourgeoisie, valident sans problème ce plan social.

Malgré de nombreux recours et solutions proposés par les ouvriers de Luxfer et leurs soutiens, tels que la recherche de repreneurs ou encore un plan valide pour gérer en coopérative l'usine, rien n'y fait.

Dans leur indécence coutumière des grands groupes financiers, le groupe anglais propriétaire de Luxfer, face aux grèves et occupations de l'usine de la part des ouvriers, a voulu raser le site avec des bulldozers, et ce malgré le risque connu de propager de l'amiante dans la nappe phréatique présente aux abords du site. Face à ce risque, les ouvriers et ouvrières ainsi que leurs soutiens ont eu une attitude mémorable et digne de la classe ouvrière. Grace à leur ténacité, leurs barricades, leur occupation d'usine et leur solidarité, ces derniers ont réussi à annuler cette folie.

Nouveau tournant dans le destin de l'usine, la crise du Covid-19 ! En effet Luxfer demeurait et demeure la seule usine en Europe capable de produire des bouteilles d'oxygène ainsi que des respirateurs. Face à cette crise, les ouvriers étaient prêts à reprendre le travail immédiatement. Le 12 mars 2020, Emmanuel Macron déclare : « *Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond à d'autres, est une folie* ». Une lueur d'espoir renait alors pour qui croit aux promesses. Lueur bien vite éteinte car l'État français et le gouvernement d'Emmanuel Macron, fidèles à eux-mêmes, n'ont rien entrepris de concret pour ré-ouvrir l'usine alors même que des milliers d'individus décédaient à cause du Covid-19 et des insuffisances des institutions publiques de santé en France et dans l'Europe entière. Aujourd'hui encore, alors que la pandémie n'est pas terminée et que semble arriver la deuxième vague, l'usine reste fermée.

Malgré les revers incessants, les ouvriers de Luxfer ne baissent pas la tête et continuent le combat. Le 25 juin 2020 avait lieu un rassemblement de soutien devant les grilles de l'usine à l'appel des ouvriers et de la CGT. Plusieurs syndicats tel que la CGT ou des partis politiques de gauche comme le PS et la FI étaient présent. Des organisations réellement révolutionnaires étaient également présentes comme les Jeunes Révolutionnaires qui suivent et s'investissent dans ce combat depuis de nombreux mois. Cette journée fut l'occasion pour la gauche traditionnelle d'affirmer leur soutien et d'énoncer le fait qu'ils allaient déposer des projets de loi demandant la nationalisation de l'usine, projets qu'ils déposèrent effectivement. Bien que ces demandes soient louables et justes, elles s'effectuent dans le cadre des regles du système et ont donc peu de chances d'aboutir. Il est important de comprendre et d'assimiler le fait que les victoires ne peuvent venir que de nous-mêmes, des masses et du prolétariat et non des politiques ou de l'État ! Les différents partis politiques au pouvoir depuis des dizaines d'années ne sont que les pantins des multinationales et de la finance. Il convient donc de changer le système sur le fond et non juste sur la forme en votant tous les cinq ans. Le seul espoir pour le prolétariat est de s'organiser autour d'un parti, et, armé de l'idéologie, de la solidarité et de l'unité de classe, il pourra lutter à armes égales pour qu'aucune autre usine ne ferme dans le seul but de délocaliser pour enrichir toujours plus des multimillionnaires. Il pourra ainsi construire une société socialiste, ouvrant la voie au communisme.

## La classe ouvrière relèvera la tête et le jour où elle s'unira, le capital tombera !

# INTERVIEW DES "DESCOURS ET CABAUD" EN GRÈVE !

**Le vendredi 25 septembre, les ouvriers de chez *Descours et Cabaud* étaient en grève. Nous sommes allés à leur rencontre pour savoir plus précisément pourquoi ils sont en grève et parler de leur quotidien au sein de l'usine.**

A partir des années 1600, Nantes est devenu un des plus grands ports coloniaux de l'État français et une plateforme de la traite négrière jusqu'à son abolition. Au cours du XIXème siècle et du XXème siècle, Nantes est devenu un bastion ouvrier. C'est la terre des bourses du travail, de luttes acharnées d'ouvriers et d'ouvrières, des dockers, des luttes paysannes, de la commune de mai 1968 etc... Nantes est une ville où les luttes de notre classe furent intenses, violentes et parfois victorieuses. Il y avait des usines partout autour et dans la ville. (Lu, Vinaigre Caroff, les Batignolles, les docks, les chantiers navals, usine textile, Beghin Say...). Jusqu'à la restructuration du capitalisme dans les années 70 et la fermeture massive des usines.

Cependant il y reste encore quelques usines. Et celle de *Descours et Cabaud* situé sur le port autonome est un fer de lance de la combativité de la classe ouvrière sur Nantes. Leur solidarité et leur abnégation doit être un exemple pour notre classe. C'est aussi pour ça que nous sommes allés sur leur piquet de grève. Nous y avons discuté avec plusieurs ouvriers et chefs d'ateliers, syndiqués à la CGT.

***CDP : Raconte-nous, comment se passe la lutte dans cette usine ?***

***Délégué CGT :*** On lutte depuis 4 ans (ndlr, depuis la loi travail). On s'est investi dans le syndicat pour changer nos conditions de travail et la qualité de vie au travail. On est quand même à notre 4ème patron depuis 2016. 4 ans de lutte c'est pas si simple, c'est une guéguerre perpétuelle de syndicat contre patrons.

Il y a eu une lutte particulière en 2017. On a fait grève 6 semaines consécutives. On a tenu et on a obtenu une revalorisation des salaires assez conséquente, pour les anciens c'est quasi 300€ net de plus. Le salaire de base a augmenté avec des créations de primes d'équipe, primes d'activité...

On a combattu aussi pour la sécurité dans l'usine, pour les salariés. Il y avait un taux d'accident de travail record ! On a lutté avec le soutien de l'inspection du travail, de la CARSAT et de la CGT. On a contraint les patrons a mettre les moyens. Ça a fini par porter ses fruits, la courbe des accidents du travail a chuté.

Après, ce qui minait le plus c'était l'organisation du travail : il y avait un turn over sans fin, beaucoup d'intérimaires. Ça mine le moral, physiquement aussi, des démissions, des arrêts. L'organisation des ouvriers au sein de la CGT a réussi à freiner tout ça. On fait en sorte que les salariés restent, évoluent, que leur salaire augmente. On tient ! Et surtout on essaie de faire appliquer la convention collective le plus rigoureusement.

***CDP : Et aujourd'hui tu peux nous dire pourquoi vous êtes en grève ?***

***Délégué CGT :*** On a déjà mené d'autres luttes. Le 3ème patron qu'on a eu, c'était avant le confinement (ndlr, février 2020). Il venait d'un cabinet pour « redresser logistiquement et humainement » l'entreprise. Malgré le fait que ce soit un patron, il était pro et à l'écoute, « humain ». On avait jamais connu ça. On a senti avoir été entendu, que notre parole avait été prise en compte. Puis badaboum, Covid, on change encore de patron en juillet. Au lieu d'un logisticien on a un commercial. Tout ce qui avait été mis en place avec le précédent patron retombe à l'eau. Tout le monde s'est découragé. Mais on atteignait les limites de la connerie. C'est un métier dangereux qu'on fait donc on a besoin de travailler sereinement. Et comme on a vu qu'on pouvait avoir quelqu'un de professionnel à la tête de l'entreprise qui prend en compte notre parole, on veut la démission de ce patron . Et on veut aussi de l'embauche car on est en sous-effectif, quand il y a des arrêts maladies, des accidents, il n'y a pas de remplacements.

***CDP : Comment vous envisagez cette grève du coup ?***

***Délégué CGT :*** On fait cette grève pour provoquer un élétrochoc chez nos dirigeants pour que les choses changent. Le siège social est à Lyon. Et il y a deux DRH qui vont monter sur Nantes la semaine prochaine pour voir comment régler le problème. On a déjà entamé le dialogue. Après on est pas des lapins de 3 semaines, on va attendre des faits et des actes. On sait en tout cas que le rapport de force est en notre faveur. On demande l'embauche de 8 personnes en CDI minimum. On pense que ça ce sera sûrement des intérimaires au début mais ce sera progressif.

Aujourd'hui c'est « symbolique ». On aurait pu faire sous forme de débrayage etc.. mais cette grève n'était pas pour embêter la production mais pour faire réagir le siège social.

On est 36 salariés. 0 ouvrier, 0 chef d'équipe ne travaille aujourd'hui. Le mal être est aussi dans les bureaux. Ils disent rien mais n'en pensent pas moins sur ce patron. Chez les ouvriers tout le monde est syndiqué sauf 1. Et 2 chefs d'équipe sont aussi à la CGT. Tout le monde a pris conscience que c'est ensemble et à plusieurs qu'on peut gagner, qu'on peut faire changer les choses. Comme on dit dans les manifestations, et ça les ouvriers l'ont compris, « la force des travailleurs, c'est la grève ». Et la grève, c'est le bras de fer.

C'est comme ça qu'on se fait entendre.

***CDP : tu peux nous dire quelques mots sur l'entreprise ?***

***Délégué CGT*** : Descours et Cabaud c'est quand même la 12ème famille la plus riche de France ! Il y a plus de 13 000 salariés étalés sur 14 pays en Europe avec des réseaux de distribution à l'international. En 2019 c'est plus de 3,9 milliards de chiffre d'affaire.

*(ndlr : Le groupe Descours et Cabaud existe depuis la fin du 18ème siècle. Le groupe a particulièrement bénéficié du colonialisme français, puisqu'au début du 20ème siècle, il était présent dans l'empire colonial français, en Algérie, en Indochine, au Maroc et en Afrique subsaharienne où il avait plusieurs filiales dans plusieurs pays. Aujourd'hui il est présent presque partout dans le monde, via le rachat d'entreprises dans les pays où il s'étend.)*

**On interviewe un autre gréviste, cette fois un jeune chef d'équipe syndiqué aussi.**

***CDP :*** Raconte nous un peu ton parcours, pourquoi et comment tu t'es investi dans la lutte.

***Chef d'équipe :*** Alors, je suis chef d'équipe depuis pas longtemps. Mais je suis en probation depuis 6 mois. Je suis le seul à m'etre présenté au poste. Ils (ndlr, la direction) m'ont posé un tas de questions, sur mon mental etc. Personne n'a compris ! J'ai 4 ans d'expérience, j'ai fait tous les postes, j'avais l'aval des collègues pour passer chef, je leur avais demandé. Peut être parce que je suis syndiqué. Mais à cause du problème de sous-effectif, je ne fais pas pleinement mon rôle de chef d'équipe. Je remplace souvent sur d'autres postes.

***CDP :*** Et tu es syndiqué depuis longtemps ?

***Chef d'équipe :*** Depuis 3 ans. J'ai suivi toutes les luttes, sauf la première. J'étais encore intérimaire et mes collègues qui étaient en grève me disaient « vas y, va bosser, t'inquiète, on comprend ». Mais dès que j'ai été embauché, je me suis syndiqué à la CGT et j'ai lutté.

***CDP :*** Tu trouves qu'il y a un avant et un après ? (après les luttes et les grèves)

***Chef d'équipe :*** Oui complètement. Ici quand je suis arrivé, c'était les années 50. C'était du vieux matériel, aucune sécurité etc. On avait même fait une banderole : « Descours et Cabaud, c'est Germinal ». Tout avait avancé dans le temps, sauf dans l'usine. On y a mis fin par la lutte.

Maintenant il y a d'autres soucis. L'usure mentale, physique quand tu sais ce que tu as à faire mais qu'on a pas les moyens de le faire. Et ils (les patrons) le savent très bien. Faut pas courir, mais, quand on voit les objectifs, on sait qu'on doit courir et après... c'est pour ça qu'on est là.

***CDP :*** tu travailles combien d'heures par semaine ?

***Chef d'équipe :*** Ici, 35 heures. Il y a eu des propositions de venir travailler le samedi. Mais ça ne nous convenait pas. Ils ne voulaient que 4 personnes. Ça met des collègues de coté. Ici il y a des salariés handicapés. Ils se retrouvent sur un seul poste, ils ne pourraient pas venir bosser le samedi. Ça voudrait dire que nous on prendrait de l'argent plus qu'eux parce qu'ils ne peuvent pas changer de poste aussi facilement? Non, c'est un travail d'équipe, soit on fait équipe au complet soit on ne vient pas. Et la mentalité est pareil pour tous.

***CDP :*** Vous êtes combien de chefs d'équipe ? Tu penses qu'il en faudrait combien ?

***Chef d'équipe :*** On est 4. Deux de jours et deux de nuit. Il faudrait des suppléants à chaque poste. Parce qu'on a notre manière de travailler et d'organiser la production. En cas de maladie, d'arrêt, de vacance, quelqu'un d'autre vient nous remplacer et change l'organisation du travail. Ça crée des conflits et de l'incompréhension. En terme de bien être et d'organisation c'est plus viable. Il nous faudrait plus d'ouvriers. Ça nous manque cruellement.

***CDP :*** Tu as parlé de collègues handicapés, tu peux nous en dire plus ?

***Chef d'équipe :*** Les postes sont assez adaptés pour eux, mais pas tous les postes comme monter sur les camions par exemple. Souvent ils sont à la scie. Ils ne portent pas de chute (ndlr, des tôles d'acier), il y a les gros aimants qui aident et tout.

***CDP :*** Un dernier mot ? Comment apporter notre soutien de l'extérieur ?

***Chef d'équipe :*** J'espère que ça va changer. Niveau syndical, on est bien suivi, on est bien soutenu. Si on a des questions, des problèmes, on trouve des réponses. L'UL de Nantes est à fond derrière nous depuis le début.

Et pour nous soutenir, faut venir sur place pour échanger pour comprendre notre lutte, notre quotidien. Pourquoi pas apporter des solutions auxquelles on aurait peut être pas pensé... en terme d'organisation et de lutte. Après on commence à avoir l'habitude de lutter. Ça peut aider des fois, quand t'es dans le doute, quand tu parles à des gens, de l'extérieur, ça réconforte dans nos choix, ça donne confiance.

*(Fin de l'interview)*

La situation à Descours et Cabaud est symptomatique de l'organisation absurde du travail imposée par le capitalisme. Ce ne sont pas des personnes qui connaissent le métier et sa réalité qui décident, qui disent où il faut des postes, qui disent quelles méthodes utiliser. Ce sont des managers sortis d'écoles où ils n'apprennent rien, qui ne savent pas comment tourne une usine et savent juste regarder le nombre de camions qui rentrent et qui sortent.

Par la lutte, les ouvriers peuvent arracher une amélioration de leurs conditions de travail et gagner leur place à la table des décisions. Mais constamment la bourgeoisie revient à la charge imposer ses fonctionnements absurdes et anarchiques, guidée uniquement par sa logique de profit à court terme. Seule la prise du pouvoir par notre classe, par les travailleurs et les travailleuses permettra de mettre fin à ce système destructeur et à la dictature de la bourgeoisie sur nos vies. Pour prendre le pouvoir, il nous faut nous organiser au sein du parti de notre classe et de ses organisations.

Les ouvriers de Descours et Cabaud sont un exemple pour notre classe, un exemple de sa combativité et de sa solidarité. Rallions-nous derrière eux, comme nous devons nous rallier derrière toutes les sections en lutte de notre classe pour mener partout l'assaut contre le capitalisme et ses chiens de garde !

# RENAULT CLÉON : UNE GESTION CALAMITEUSE DE L'ÉPIDÉMIE

***Un lecteur, ouvrier de l'usine, nous envoie son témoignage.***

Renault Cléon est une des seules usines Renault, dans l'État Français où la production tend à augmenter et où les effectifs intérimaires gonflent depuis le confinement. En effet, l'usine est celle qui produit les moteurs électriques, un des rares secteurs encore porteurs de l'automobile.

Dans l'usine, donc, il faut produire, toujours plus, pour répondre à la demande. Et cela, au prix de la santé des ouvriers. La politique de l'usine est simple : on renvoie chez eux les cas confirmés, on ne fait pas de vagues et on évite toute fermeture d'atelier.

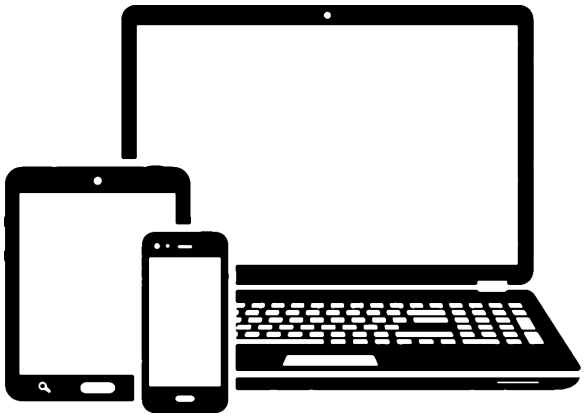
Dans le mien, et dans ceux d'à coté, plusieurs collègues ont été testés positifs au covid-19. Au lieu de dépister systématiquement tous les cas contacts, voir de fermer les lignes les plus à risque, la politique de Renault a été : on travaille. Et ce, jusqu'à l'absurde.

Par exemple, une salariée malade en contact avec un salarié positif va se faire tester le matin. Son chef la prévient : elle doit se rendre au travail l'après midi, pour ne pas perdre deux jours de production... car il faut 48h pour recevoir les résultats du test. Ce n'est pas un cas isolé et l'atmosphère est rendue pesante, car nombreux sont les travailleurs à risque à continuer de travailler, au mépris de la santé de tous.

De nombreux contacts de collègues en attente de leurs résultats ne sont pas testés, pas isolés. Ils ne seront testés que si le cas contact est positif... laissant tout le temps au virus pour se propager, sur des lignes où les travailleurs sont proches, changent sans cesse de poste et touchent tous les mêmes pièces de moteurs.

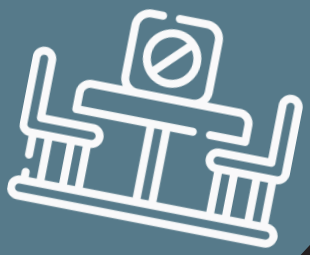
Evidemment, Renault ne veut pas que son usine de Cléon deviennent un « cluster ». Mais il semble que la politique de la direction soit d'empêcher toute fermeture, de faire du stock et de prier pour que les choses s'arrangent d'elles mêmes. La seule chose importante à leurs yeux, c'est que les salariés, malades où non, continuent à travailler et qu'aucune ligne ne soit interrompue.


LE JOURNAL DES LUTTES DU PEUPLE EN VERSION NUMÉRIQUE SUR...



...WWW.CAUSEDUPEUPLE.INFO !

# LA RESPONSABILITÉ COLLECTIVE CONTRE LE LIBÉRALISME INDIVIDUEL



**Ces dernières semaines, alors que l'épidémie de Covid-19 revient de plus belle, deux positions s'affrontent au sein de la population quant à la question des gestes barrières et des mesures à appliquer ou non pour freiner la pandémie. Ces deux positions illustrent des manières bien différentes d'envisager le monde, d'envisager la communauté, et elles illustrent également la façon dont la classe sociale à laquelle appartient un individu forge son rapport à l'autre et au collectif.**

Le jeudi 24 septembre, l'acteur, dramaturge et humoriste français Nicolas Bedos a publié sur Instagram un pamphlet appelant à « vivre quitte à mourir » dans le contexte de la crise du Covid-19. Dans ce texte, il considère qu'il est désormais temps d'arrêter les masques et les confinements et qu'il faut vivre à fond, s'embrasser, tousser car « la vie est une parenthèse trop courte pour se goûter à reculons ».

Ce texte, qui met sur un piédestal la liberté individuelle, reflète tout ce qu'il y a de pire dans le libéralisme, l'idéologie caractéristique de la petite bourgeoisie urbaine. La mentalité d'une bonne partie de cette classe est la suivante : ma liberté individuelle est ce qu'il y a de plus important, et je dois pouvoir jouir des plaisirs de la vie en toute circonstance sans que quiconque ne m'en empêche. Avec son « on arrête d'arrêter » – qui rappelle le « il est interdit d'interdire » de la petite bourgeoisie en mai 68 – Nicolas Bedos nous dit, au fond, qu'il faut que la petite bourgeoisie urbaine revienne le plus vite possible à son mode de vie d'avant le Covid-19.

Bien-sûr, Nicolas Bedos n'est pas le seul à penser de la sorte. L'humoriste Marie s'infiltre s'est elle aussi fendue d'un texte pathétique expliquant combien il est difficile de ne plus pouvoir aller au restaurant après 22h, combien il est horrible de ne plus pouvoir vivre « comme avant ». Dans son pamphlet, elle va même jusqu'à affirmer que les millions de personnes ayant fait grève et manifesté contre la réforme des retraites l'ont fait alors qu'ils ne comprenaient rien à la réforme pour finalement regretter que ces mêmes personnes ne manifestent pas aujourd'hui alors que, selon elle, la mise en place de mesures sanitaires « s'attaque à nos droits les plus fondamentaux, nous vole nos rêves, pille nos projets et détruit notre volonté ». D'autres auteurs, humoristes, acteurs, présentateurs télés etc ont également pris des positions similaires. C'est le cas par exemple de François Damiens, d'Elie Semoun ou encore de Pascal Praud.

Si ces célébrités prennent position contre les gestes barrière au nom de la nécessité de vivre à 100% et car ils ne supportent pas l'idée d'adapter leur mode de vie pendant quelques mois le temps d'éradiquer le virus, du côté des patrons restaurateurs et des gérants de boîtes de nuit, c'est bien l'argument du profit qui ressort le plus souvent pour refuser la mise en place de mesures visant à lutter contre l'épidémie. En effet, dans de nombreuses villes, les bars et restaurants vont devoir fermer en raison d'une reprise épidémique particulièrement violente. Les boîtes de nuit, quant à elles, n'ont pas rouvert depuis mars. Face à ces mesures – largement insuffisantes – visant à lutter contre l'épidémie, le patronat de ces secteurs est mobilisé pour faire pression sur les autorités. Cela est totalement logique, car ces mesures ont des conséquences sur ce qu'il y a de plus fondamental pour le patronat : le profit. Bien-sûr, le gouvernement a d'ores et déjà annoncé de nombreuses aides pour compenser les pertes financières des entreprises, mais pour les patrons, cela ne suffit pas, et certains menacent de ne pas respecter les mesures et d'ouvrir quand même leurs établissements, comme si il s'agissait d'un geste de révolte, alors qu'il ne s'agit en fait que d'ouvrir des lieux où à coup sûr se dérouleront de nombreuses contaminations étant donné la difficulté d'y faire respecter les distances de sécurité et l'impossibilité du port du masque.

Face à cette mentalité libérale, face à cette sacralisation de la liberté individuelle, on trouve une autre manière de penser, qui cette fois ne caractérise pas la petite bourgeoisie et la bourgeois mais le prolétariat. Cette manière de penser, loin de faire l'apologie de la liberté individuelle au détriment du collectif, est au contraire une position de responsabilité collective. Il s'agit de dire clairement que nos actes ont des conséquences sur les autres, que vouloir vivre comme avant alors que précisément la situation n'est pas comme avant, c'est d'un égoïsme crasse, d'un individualisme infâme, et que cela met des millions de personnes en danger. Si certains pensent que leur liberté c'est d'agir n'importe comment, quitte à entraîner une surcharge des services de réanimation, quitte à lessiver encore un peu plus le personnel hospitalier déjà fatigué par la première vague, quitte à causer des dizaines voire des centaines de milliers de morts supplémentaires, d'autres considèrent que la responsabilité

et la générosité, c'est d'adapter temporairement nos modes de vie à une situation particulière, prendre soin de nos proches, de nos voisins, de nos collègues, des personnes âgées de notre entourage, de toutes celles et ceux qui ont des comorbidités qui risquent de les tuer en cas de contamination au Covid-19.

Bien-sûr, la situation actuelle n'est pas facile, mais elle est temporaire. Et il est paradoxal que des personnes vivant dans le luxe comme des présentateurs télés, des humoristes ou des acteurs viennent nous expliquer à quel point respecter les gestes barrière pendant quelques mois rend leur vie invivable alors que pour eux, respecter les gestes barrière, c'est juste porter un masque quand ils sortent et ne plus aller dans des restaurants étoilés. Ces personnes, qui à coup sûr auront une place en réanimation dans une clinique privée si il devait leur arriver quelque chose, ne savent pas ce que c'est d'avoir été confiné pendant deux mois dans un logement petit et insalubre, de devoir porter le masque dans une usine où il fait 40° ou dans un entrepôt où il fait 5°, d'avoir perdu son emploi à cause d'un plan social mis en place par une entreprise qui a décidé de profiter de la crise sanitaire pour licencier. Ces personnes pensent que ne plus pouvoir aller au restaurant est une torture, mais oublient qu'une partie importante de la population ne va tout simplement jamais au restaurant faute de moyens. Ces personnes, au fond, ne veulent pas « vivre quitte à en mourir » comme l'écrivait Nicolas Bedos, elles veulent vivre quitte à ce que les autres en meurent. De ce fait, non seulement elles oublient bien volontiers des principes essentiels de vie en communauté, mais elles oublient aussi que respecter les gestes barrière, ce n'est pas arrêter de vivre mais adapter notre manière de vivre afin de sauver des vies, et cela, le prolétariat nous l'a bien montré durant le confinement. La solidarité qui s'est développée dans de nombreux quartiers prolétariens lors du confinement nous a montré que, justement, vivre, ce n'est pas agir sans prendre en considération les autres, mais agir avec eux en adaptant notre manière d'agir au contexte.

# LES ANTI MASQUES : LA PETITE-BOURGEOISIE RÉACTIONNAIRE À L'OFFENSIVE

Pour ceux qui ont pû partir en vacances, où dans les reportages télévisés, on l'a bien vu : la petite bourgeoisie, les petits patrons de la restauration, n'aiment pas le masque. Même devant les caméras, nombreux sont ceux qui le portent sous le nez, voir sur le menton, le rendant totalement inutile. Ce sont les mêmes qui, d'un autre coté, sont les plus touchés par les conséquences de l'épidémie et des fermetures de lieux publics.

C'est, en effet, principalement la petite bourgeoisie qui est anti-masque. Une étude de la fondation Jean Jaurès, pourtant prompte à allumer la soit disant « bêtise conspirationniste » des masses populaires, l'affirme : c'est la petite bourgeoisie qui est « anti-masque ». Dans le sondage réalisé, seul 23% des sondés sont ouvriers ou employés, (50% dans la population totale) contre 36% de cadres et catégories supérieures, alors qu'ils sont seulement 18% dans la population. Les artisans et commerçants représentent 16% du total, contre 7% dans la population. Et les ouvriers, seulement 7%, contre 21%.

C'est simple : la petite bourgeoisie est enfermée dans le mythe de sa petite propriété, dans laquelle elle ne veut absolument aucune contrainte. Elle n'a pas la puissance financière de la bourgeoisie et se raccroche donc à sa propriété. Cette propriété mesquine, les positions de pouvoir relatif dans les entreprises lui apprennent à ne pas avoir de contraintes, à être individualiste, à se ficher des conséquences de ses actes, à beaucoup donner son avis.

Au contraire, dans les milieux prolétaires, on apprend la responsabilité face au collectif. Le travail habitue à la discipline et à l'effort collectif. Les quartiers populaires sont bien plus touchés par l'épidémie ; et le masque est souvent une contrainte financière (pour une protection adéquate, il faut compter au minimum 30€ par personne du foyer, une hausse de budget conséquente). Si il y a une défiance légitime envers l'état dans les milieux prolétaires et une méfiance légitime envers les thèses officielles, il y a un minimum de bon sens et d'esprit collectif. Le contraire de cette petite bourgeoisie réactionnaire, qui veut soigner les ouvriers à l'hydroxyclorochine, refuse le confinement, bref, veut faire tourner la production de marchandises quel qu'en soit le coût humain.

Le prolétariat n'a d'autre choix que d'être responsable face à l'épidémie. La petite bourgeoisie, elle, essaye de mobiliser le peuple pour sauver un libéralisme destructeur qui se transforme, petit à petit, en fascisme.

# PROVOCATION RÉACTIONNAIRE CONTRE LES PAYSANS EN LUTTE AU BRÉSIL

Le vieux système semi-colonial et semi féodal brésilien craque de toutes parts sous le poids de ses contradictions. L'ultra-réactionnaire Bolsonaro et sa clique de propriétaires terriens, de capitalistes, de militaires, de politicards serviles savent que le Brésil est une bombe à retardement. Leur but est de tenter de désamorcer, ou plutôt, de ralentir le plus possible le dénouement inévitable : l'irruption des masses pour la conquête du pouvoir.

La clique réactionnaire, valet de l'impérialisme US, sait pertinemment que la contradiction aujourd'hui principale au Brésil est l'accaparation par une minorité de la terre qui laisse une grande fraction des masses paysannes sans terre. La crise impérialiste accentue la pression sur les paysans pauvres car les propriétaires terriens ont toujours plus besoin de produire pour maintenir leurs profits. L'agriculture brésilienne est peu productive, et donc les latifundios doivent étendre leurs dominations en chassant les paysans (et peuples autochtones), et en dévastant les forêts.

Mais la réaction entraîne la résistance, et les paysans pauvres sans terre s'organisent pour conquérir la terre pour pouvoir vivre dignement. La ***Liga dos Camponeses Pobres – LCP*** (Ligue des Paysans Pauvres) est aujourd'hui le fer de lance de la résistance paysanne. Elle lutte, non pas pour une pseudo réforme agraire, mais pour la révolution agraire, c'est à dire la destruction du Latifundio. C'est aujourd'hui le cœur de la révolution brésilienne. C'est de cette contradiction que va naître le nouveau Brésil. A la différence des réformistes, troskystes, anarchistes etc, la classe dominante brésilienne l'a complètement intégré. Souvenons-nous que le coup d'etat militaire de '64, qui établit 25 ans de dictature militaire, était en lien direct avec l'organisation massive des paysans et le risque d'une réforme agraire gouvernementale poussée par les masses.

C'est pour ces raisons que le gouvernement est en train de tenter de déclencher une campagne pour tenter de criminaliser les paysans et la LCP. Le 3 octobre, un agent de la police militaire a été assassiné dans l'état de Rondônia, zone où la LCP est particulièrement implantée. Suite à cet assassinat, la police militaire a commencé à attaquer les paysans qui occupent des terres dans cette zone (Le « *camp Tiago* » ou « *acampamento Tiago* » notamment) .

La presse réactionnaire locale (Rondoniagora) s'est emparée de ce fait pour mener une campagne mensongère pour justifier la criminalisation, cache-sexe de l'extermination. Elle écrit, sans preuves, que ce serait des paysans armés de la LCP qui auraient tué le policier. Ce policier, avec d'autres collègues, aurait été attaqué lors d'une partie de pêche par une supposée bande armée. Un policier aurait été tué et les autres auraient été torturés avant d'être relâchés. Leur voiture et leurs papiers auraient été brûlées. Apparemment, d'autres policiers aurait été aussi attaqués dans la région. Ces policiers étaient-ils vraiment en train de pêcher ? Ou aurions-nous plutôt affaire à des règlements de compte dans la police militaire, qui très souvent agit comme un gang mafieux ? Ce qui est sûr, c'est que ces événements ont permis de déclencher une campagne de criminalisation et d'attaquer les paysans en lutte. Les paysans de la zone affirment qu'ils n'ont rien à voir avec ces événements et sont prêt à discuter.

En réaction à ces événements, le gouvernement a déjà envoyé 60 hommes des forces spéciales, avec un hélicoptère pour récupérer le corps et les autres policiers blessés, et pour arrêter les assassins qui, d'après eux, font partie de la LCP.

Le 5 octobre, Bolsonaro, le président du Brésil, n'a pas manqué de poster une vidéo de la LCP sur son twitter avec comme commentaire : « *J'ai mon avis, et vous ?* » ce qui augure une campagne nationale contre la LCP.

Toute personne qui se proclame véritablement démocrate doit soutenir la LCP et les paysans en lutte contre l'État génocidaire brésilien. Nous suivrons de très près l'évolution de la situation au Brésil et nous vous en tiendrons informé.

# LA LIGUE ARABE FRAGILISÉE FACE À LA QUESTION DE LA PALESTINE

Mardi 15 Septembre 2020 fût un jour noir pour la Palestine et ses défenseurs. En effet, à la Maison Blanche se tenait un accord dit « historique », les « accords d'Abraham », soit le traité de normalisation des relations entre l'Etat impérialiste sioniste d'Israël et les monarchies que sont les Emirats arabes unis et le Bahreïn. Ces deux pays arabes, en signant ce traité de normalisation, affirment donc officiellement reconnaitre l'Etat d'Israël comme tel et légitiment donc sa présence illégale et immorale sur les terres du peuple palestinien. Cet accord est le premier signé depuis la fin du 20ème siècle, où l'Egypte en 1979 et la Jordanie en 1994 avait déjà ratifié ce texte.

Annoncé depuis mi-août pour les Emirats Arabes Unis, l'accord du roi du Bahreïn de participer à cette trahison contre le peuple palestinien fût une surprise pour toutes et tous.

Il est important de comprendre la géopolitique du Moyen-Orient pour comprendre pourquoi deux pays membres de la Ligue Arabe ont signé ces accords avec l'Etat sioniste d'Israël.

Bien que ces quelques lignes ne prétendent pas et n'ont pas pour vocation à détailler les tenants et aboutissants de la géopolitique au Moyen-Orient, nous allons tenter de dresser un bref portrait de la situation actuelle afin d'être clair pour tous nos lecteurs et lectrices.

Outre l'Etat d'Israël allié à l'impérialisme Etats-Unien et soutenu par les puissances occidentales qui, en occupant et colonisant illégalement les terres des palestiniens, entretient une grave division et une situation de tension au sein du Moyen-Orient, il convient de parler des dissensions présentes au sein même du monde arabe.

Pour résumer grossièrement, nous avons deux camps opposés, les chiites regroupés principalement au sein de l'Iran et les sunnites present entre autres dans les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite. Ces deux courants au départ religieux et maintenant politiques bien que descendant directement de l'Islam s'opposent fortement au point de s'affronter par des guerres indirectes et/ou tirs de missiles. Le contrôle de vastes champs pétrolifères est également en jeu dans ces guerres, car comme bien souvent pour les responsables politiques, l'appât du gain dépasse la religion ou la morale.

Les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite sont donc en guerre plus ou moins perpétuelle contre l'Iran. Du côté occidental, les États-Unis considèrent également l'Iran comme leur ennemi politique principal au Moyen-Orient. Raison parfaite pour que les Emirats Arabes Unis, tout comme le royaume de Bahreïn, en échange d'avantages commerciaux et militaires, acceptent de reconnaitre et de signer l'accord de normalisation à propos d'Israël.

Selon les dernières informations, l'Arabie Saoudite serait prête à signer un traité de normalisation dans les mois qui suivent. En attendant, elle collabore étroitement avec les américains pour créer un front commun avec Israël contre l'Iran, au mépris du juste combat contre l'Etat sioniste israélien qui opprime et massacre des dizaines de palestiniens et palestiniennes tous les jours depuis des dizaines d'années.

Comme l'a dit notre camarade Georges Abdallah il y a quelques jours dans sa déclaration depuis sa cellule de prison : « La Résistance palestinienne a et aura à affronter le « bloc réactionnaire arabo-sioniste » dirigé par les puissances impérialistes. »

Cette analyse est juste, doit être affirmée, portée haut et fort. Les peuples ne peuvent et ne doivent pas compter sur leurs dirigeants dans le système impérialiste. En effet, les dirigeants trahiront sans hésiter les aspirations de

leur peuple dans l'objectif d'assoir leur dynastie et/ou d'accroitre leur pouvoir et leur richesse. Il convient donc de créer une résistance à l'oppresseur israélien et aux dirigeants arabes avides et égoïstes. Mais ce seul combat ne suffira pas car l'Etat d'Israël et les puissances arabes ne sont que les pantins des occidentaux. Pour vaincre et libérer la Palestine il convient à la fois de s'attaquer à Israël et ses alliés mais également de lutter pour renverser le système impérialiste en lui-même et donc ses représentants que sont l'Otan, les Etats Unis et les plus grandes puissances occidentales comme la France ou l'Allemagne par exemple.

C'est seulement en créant un immense front communiste, capable de renverser le système impérialiste mondial que les peuples seront libérés de leurs chaines et pourront retrouver leur autonomie, ainsi que leur honneur et leur liberté !

Que mille initiatives solidaires fleurissent en faveur de la Palestine et de sa prometteuse Résistance !

**Vive la lutte du peuple palestinien !**

**Liberté pour notre camarade Georges Ibrahim Abdallah !**

**Palestine vivra, Palestine vaincra !**

# UNE PENSÉE ESTIVALE

*Poème envoyé lors de la canicule par un lecteur ouvrier.*

***Une goutte tombe du sommet d'un front***
***Qui travaille, il le faut bien,***
***Dans des couloirs ou sur un chantier,***
***Pendant que d'autres volent aux quatre vents.***
***Il est des différences qui ne trompent pas,***
***Un cuir tanné contre une peau bronzée ;***
***La tête tourne, ici la boisson, là l'insolation,***
***Et l'abnégation des braves fait face aux corps paresseux.***
***Qui s'en serait douté, pourtant***
***Qu'un astre divisa autant les Hommes ?***
***Pour offrir aux enfants la tranquillité d'un été***
***Nos hivers sont des tortures consenties.***
***Aux dernières années de frais,***
***Que j'ai connu à l'ombre des sapins,***
***Et aux âmes échauffées par un air manquant,***
***Je dédie mes espoirs.***

# ÉCONOMIE POLITIQUE DE LA "BAGNOLE"

***Pour les ouvriers et les ouvrières, la voiture est bien souvent indispensable. Sans voiture, on ne peut pas aller bosser. Et analyser l'économie politique de la voiture apporte de nombreux enseignements sur notre quotidien.***

D'abord, le marxisme enseigne une réalité : l'ouvrier, le prolétaire mis au travail, est payé pour « reproduire sa force de travail ». Il peut y avoir des variations dans le prix de la force de travail suivant le niveau de l'offre et de la demande mais cela oscille toujours autour d'une valeur. [En fait, il faut le rappeler, la loi de l'offre et de la demande réalise la loi de la valeur.].

## PREMIER ENSEIGNEMENT : LA FORCE DE TRAVAIL, CE N'EST PAS JUSTE MANGER ET DORMIR

Et c'est là qu'on peut comprendre une chose : reproduire la force de travail, ce n'est pas juste reproduire la force des bras de l'ouvrier. C'est reproduire sa capacité, ou celle de son remplaçant, à revenir bosser pour l'entreprise.

Dans l'industrie (également le BTP et les secteurs de service de type industriel), il est rare de pouvoir utiliser le bus. Il faut utiliser la voiture. Et une voiture, c'est, en moyenne, 400 à 500€ par mois. Les ouvriers et ouvrières de l'industrie doivent s'éloigner des villes pour avoir accès à des logements corrects, donc doivent utiliser leur voiture. Entre les frais d'essene, d'assurance, de réparation… Celà coûte cher et cela doit donc nécessairement se répercuter sur le prix de la force de travail. Lorsque l'on travaille en usine, on peut gagner très rapidement 1500€. C'est finalement la valeur de la voiture qui se répercute dans la valeur de la force de travail. Mais il faudrait également ajouter à cela un coût collectif pour les capitalistes, toutes les primes à l'achat de voitures. Ce coût collectif pèse sur le prolétariat dans son ensemble. En moyenne, un couple ouvrier, sur 40 000€ de gain en une année, paye 14 000€ d'impôts et taxes. Une entreprise moyenne, 6000€ sur sur la même somme de bénéfice, après tous les cadeaux fiscaux. C'est bien le prolétariat sur lequel repose un partie du coût de la force de travail elle même !

En réalité, la valeur de la force de travail est la valeur de l'ensemble des marchandises nécessaires au fait qu'un ouvrier aille au boulot. Pas un en particulier mais bien l'ensemble. Il faut donc un certain nombre de prolétaires équipés de voitures pour pourvoir les besoins en main d'oeuvre.

## DEUXIÈME ENSEIGNEMENT : L'ETAT BOURGEOIS EST LA FORME COLLECTIVE DE L'ORGANISATION CAPITALISTE

On se demande pourquoi il n'y a pas de reseaux de transports en commun cohérents et efficaces pour aller travailler dans de nombreux secteurs. Pourtant, avant, il y avait bien des reseaux de bus importants : chaque grande usine avait son reseau de bus, par exemple.

C'est que, bien sûr, le marché de l'automobile est plus juteux. Lors des dernières décennies, les masses populaires se sont équipés de voiture. Il y a donc suffisament de main d'oeuvre équipée. L'Etat doit voir l'intérêt général de la bourgeoisie et non les intérêts particuliers. Il pouvait donc demander un effort à cette derniere pour supporter le coût du transport des travailleurs. Mais ce n'est plus nécessaire. Alors, le marché du transport collectif est privatisé petit à petit, détruit, déstructuré, au profit du marché privé et de l'automobile.

C'est un coût en moins pour les capitalistes, un marché en plus. Nous pouvois en tirer un second enseignement : l'Etat sert l'intérêt général des capitalistes et n'est pas un objet neutre « au dessus des classes » et temporairement « manipulé » dans le mauvais sens. Si il change, c'est en fonction des nécessités de la production et non à cause d'un changement d'idées de ceux qui le

dirigent, comme le prétendent les réformistes de La France Insoumise.

### TROISIÈME ENSEIGNEMENT : LE MARCHÉ NE SE RÉGULE QUE DANS LE SENS DU PROFIT

Beaucoup de théoriciens bourgeois et petits bourgeois l'expliquent : le marché, libre ou encadré par l'Etat (suivant les théories) est le meilleur moyen d'organisation pour la société. Chacun y met et y achète ce qu'il souhaite. Donc, le marché permet de produire le nécessaire à l'humanité, selon les besoins de chacun.

Or, c'est faux. Les logements sont construits loin des usines et des lieux de travail ; il faut donc des moyens de déplacement. Les masses sont forcés d'acheter la marchandise leur permettant d'aller travailler. Elles achètent donc une voiture, malgrè tous les coûts de celle ci, puisque le marché ne développe pas spontanément des lignes de bus et un amménagement planifié et organisé du territoire.

En fait, le marché ne va que dans le sens du profit ; seules les entreprises les plus profitables survivent, les autres coulent. Les lignes de bus les moins profitables, celles vers les zones les moins densément peuplées, sont vouées à disparaître, donc à être remplacées par la voiture. Ici, on voit bien la contradiction : le bus emploie moins de ressources, de temps de travail global pour déplacer plus d'humains. Il est moins couteux, plus écologique, plus reposant, (si il est bien construit et organisé) pour les usagers. Et pourtant, ce n'est pas lui qui l'emporte.

De la même façon, les infrastructures ferroviaires sont très peu rentables à court terme ; l'Etat ne les développe que quand le marché ne peut assurer lui même le déplacement des travailleurs. Les investissements sont trop lourd pour un profit trop faible : c'est voué à dépérir petit à petit (en tous cas, dans le cadre du transport de personnes).

Analyser l'économie politique de la voiture nous enseigne de nombreuses choses sur le quotidien et sur l'exploitation des masses populaires, détruit également certains mythes. Nous nous efforcerons, dans chaque numéro, d'explorer un aspect de notre quotidien et d'en tirer des leçons.

# LE TRAVAIL SALARIÉ, C'EST QUOI ?

Pour les révolutionnaires, les communistes, l'analyse et la compréhension de la société dans laquelle nous vivons est fondamentale : elle permet de mieux appréhender le monde qui nous entoure, et d'orienter au mieux notre pratique quotidienne pour avancer vers la révolution.

La question du travail salarié est centrale dans l'analyse du capitalisme, c'est pour cela qu'il est nécessaire de se pencher dessus, et d'en comprendre les aspects fondamentaux. Voyons donc les bases de son fonctionnement.

Premièrement, qu'est-ce que le salaire ? Cette question peut sembler simple, banale : elle est pourtant d'une importance particulière, car les choses peuvent être plus profondes qu'elles ne le semblent, surtout lorsque la classe capitaliste s'évertue à effacer, cacher le fonctionnement réel de l'économie capitaliste.

Le salaire, c'est la somme d'argent que le patron paie, pour un temps de travail déterminé (disons, un 35h) ou pour un travail déterminé (pour le travail à la pièce, par exemple) à un ouvrier. En fait, dans cet échange, le capitaliste loue la force de travail de l'ouvrier, c'est-à-dire qu'il loue le fait que le travailleur puisse travailler ; qu'il puisse façonner, trier, couper... pour le capitaliste.

Il faut comprendre une chose très importante : la force de travail de l'ouvrier est une marchandise. Comment le comprendre simplement ? Eh bien, si le patron achète la force de travail d'une personne pendant 1 heure pour 10 euros, il aurait très bien pu acheter 5 kg de sucre, une casquette ou toute autre marchandise qui vaut ces 10 euros.

Résumons simplement ce que l'on vient de dire : la base du rapport salarié réside dans le fait que l'ouvrier échange sa marchandise (sa force de travail) contre la marchandise du patron (l'argent qu'il possède). Et cet argent représente en fait toutes les marchandises imaginables que l'ouvrier peut s'acheter avec (sa nourriture, son logement, ses habits...) : le salaire est le prix ou la valeur d'échange de la force de travail de l'ouvrier.

Le but de l'ouvrier lorsqu'il travaille n'est pas d'avoir 300 t-shirts ou 20 pièces de voiture à la fin de sa journée, mais d'avoir un salaire qu'il pourra échanger contre d'autres marchandises – d'avoir les moyens de subsistance nécessaire pour vivre. En fait, ironiquement, la vie de l'ouvrier commence quand le travail se finit et qu'il peut retrouver sa famille et ses amis, avoir un loisir, manger, dormir...

Dans l'histoire, le travail n'a pas toujours été salarié (c'est-à-dire « libre ») : par exemple, l'esclave des sociétés antiques est vendu dans son ensemble (dont la force de travail) à un propriétaire, qui peut le revendre. Ici, c'est l'esclave lui-même qui est marchandise. De même, le serf du moyen-âge ne vend qu'une partie de sa force de travail, et ce n'est pas lui qui reçoit un salaire du propriétaire mais lui qui paie une rente au propriétaire de la terre qu'il travaille.

Aujourd'hui, sous le capitalisme,

c'est différent : l'ouvrier peut être viré, il peut démissionner... Il vend aux enchères des heures de sa vie, jour après jour, au plus offrant. Il ne peut pas arrêter de vendre sa force de travail, car ce serait renoncer à l'existence (sans salaire, pas de bouffe, pas de logement) : il appartient à la classe bourgeoise tout entière.

Dans la société capitaliste, l'ouvrier n'est donc qu'un pion que le patron utilise à sa guise pour maximiser ses profits ; il est celui qui fait tourner le monde, et ne récolte que les miettes.

Posons-nous maintenant une autre question : le salaire se mesure-t-il seulement à son prix en argent ?

La réponse est que non, car il existe trois mesures du salaire :

• **Le salaire nominal :** c'est-à-dire la somme d'argent que l'on touche, le nombre d'euros que l'on gagne. Par exemple, 1 200 euros. C'est la mesure la plus courante du salaire, et pourtant celle qui en dit le moins sur la condition de l'ouvrier dans la société.

• **Le salaire réel :** c'est-à-dire la quantité de marchandises qui est réellement donnée par le salaire. Avec 1 200 euros de salaire, je peux en réalité acheter moins qu'avec la même somme il y a 3 ans (à cause de la montée du prix des autres marchandises). Donc, même si mon salaire nominal (de 1 200 euros) reste le même sur 10 ans, mon salaire réel (mon « pouvoir d'achat de marchandises »), lui, peut augmenter ou baisser.

• **Le salaire relatif :** c'est-à-dire ce que je touche par mon travail, par rapport au profit que le capitaliste va faire avec mon travail. En gros, les marchandises que je peux acheter avec mon salaire par rapport à la valeur d'échange de la nouvelle valeur que je crée en travaillant. C'est ce que l'on touche de la valeur qu'on a créé par rapport à ce qui finit dans le capital du patron.

Lorsque le patron revend la marchandise produite, le prix se divise en 3 parties pour lui :

– une partie qui sert à remplacer les matières premières utilisées, l'usure des machines ou autres moyens de travail qu'il a avancé (cette partie remplace des valeurs qui existaient déjà auparavant)

– une partie qui sert à remplacer le salaire avancé à l'ouvrier

– une partie qui est en excédent, le profit du capitaliste. Le profit se fait par le fait que l'ouvrier ajoute de la valeur au produit qu'il transforme, ce qui permet au capitaliste d'accumuler du capital lorsqu'il vend la marchandise au bout du compte : il se retrouve avec plus de valeur qu'il n'en a mis dans l'échange.

Donc, même si le salaire réel reste le même ou augmente, le salaire relatif peut baisser quand même.

Cela montre que l'exploitation (en termes de valeur pure) est toujours plus grande dans les pays impérialistes, dits « avancés », malgré ce que l'on peut entendre. En effet, on dit souvent qu'aujourd'hui « on a bien plus qu'il y a 50 ans », qu'il « faut arrêter de se plaindre car par rapport à nos anciens nous sommes mieux lotis ». C'est un fait, notre confort de vie s'est amélioré pour la plupart : nous possédons des voitures, nos logements sont chauffés, notre nourriture est diversifiée et nous avons accès à une technologie bien plus avancée que nos grands-parents et parents.

Seulement, si l'on s'en tient à notre analyse, l'exploitation du prolétariat est en fait encore plus grande aujourd'hui. On produit toujours plus de valeur et toujours plus rapidement comparé à nos prédécesseurs, mais la part que nous recevons du gâteau s'amoindrit ! Les dividendes versés aux actionnaires sont toujours plus grands, le capital réinvesti par les patrons s'envole... et nous on reste à 1 200 euros, avec la précarité et les crises comme épée de Damoclès au dessus de la tête.

Tout cela revient à dire qu'en fait, si notre « confort de vie » relatif s'est amélioré – dans les pays impérialistes, car dans les pays opprimés ce n'est pas le cas -, sans l'exploitation il serait exponentiellement plus grand, et chaque humain en bénéficierait. Toute la richesse créée par les travailleurs reviendrait dans la société et servirait les travailleurs ; tandis qu'aujourd'hui une majeure partie de la richesse repart « en dehors de la société », dans les poches des actionnaires, des patrons, et ne nous reviens jamais !

C'est pour cela qu'il faut s'organiser, pour combattre la société capitaliste et le travail salarié. Il faut abattre cet ordre des choses par l'organisation de la classe travailleuse contre la classe bourgeoise, exploiteuse. Ne nous laissons plus abattre par la morosité de ce système, comme le dit le chant l'Appel du Komintern :

***« Quittez les machines,***

***Dehors, prolétaires,***

***Marchez et marchez,***

***Formez-vous pour la lutte. »***

# LE BATEAU-USINE, TAKIJI KOBAYASHI

Contrairement à l'idée reçue, le Japon des années trente est le lieu d'une féroce lutte de classes. Fondé en 1922, un parti communiste clandestin se forge dans le feu de la lutte des classes. C'est à ce dernier que Takiji Kobayashi adhère. En 1928, il raconte la rafle de 1600 communistes par le pouvoir conservateur le 15 mars 1928.

En 1929, il est licencié du bureau de la banque où il travaille pour l'avoir critiqué dans *Le propriétaire absent*. Mais son chef-d' œuvre le plus connu est *Le bateau-usine*. Dans chacun de ses ouvrages, il raconte la vie des paysans, des ouvriers et des masses populaires du Japon Impérial.

Dans *Le bateau-usine*, le décor est celui du Japon impérial des années suivant la révolution russe. Il y raconte le rythme du travail des jeunes, issus de milieux paysans, s'embauchant sur d'immenses bateaux où l'on pratique la pêche au crabe, et où ces derniers sont préparés et mis en conserve. Le travail est effroyable et les conditions de vie épouvantables, avec de nombreux accidents mortels.

S'il parle de la classe ouvrière, il ne part pas du point de vue d'un militant communiste.

Les héros ne sont pas des communistes. Il n'y a pas de sentimentalité, pas d'espoir romantique en une révolution. Simplement, la dureté de la vie et la résolution de celle-ci dans l'organisation des ouvriers, comme pour montrer que, sans la lutte, sans l'espoir révolutionnaire, il n'y a que l'absurdité et la violence de l'exploitation.

Takiji Kobayashi ne fait pas que raconter la douleur de l'oppression. Il meurt, tué par les tortures de la police, après avoir rejoint le Parti Communiste du Japon en 1933.

# ABONNEMENT/CONTACT

Le Comité de Rédaction de la Cause du Peuple possède une adresse mail publique.

Pour publier un de vos articles, billets d'humeur, courrier des lecteurs, production artistique, texte ou événement, il suffit d'envoyer un mail au Comité de Rédaction à l'adresse suivante : **lacausedupeuple@protonmail.com**

Vous avez des talents informatiques ou rédactionnels ou vous souhaitez diffuser la Cause du Peuple dans votre quartier, sur votre lieu de travail ou à vos proches ? Contactez nous à **lacausedupeuple@protonmail.com**

**ENSEMBLE, CRÉONS ENFIN UN MÉDIA POPULAIRE POUR LA RÉVOLUTION !**

**VOUS POUVEZ NOUS SOUTENIR EN VOUS ABONNANT : 20€ OU PLUS = 1 AN**

**lacausedupeuple@protonmail.com**
**causedupeuple.info**